

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du vendredi 20 juin 2014

D'après convocation du 5 juin 2014

L'an deux mil quatorze, le cinq juin à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de Fontaines d'Ozillac, dûment convoqué, s'est réuni au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Danielle GIRAUDEAU, Maire.

Présents : GIRAUDEAU Danielle, TEXIER Laurent, RENAUD Frédéric, FOUQUET Patrick, CHAPEAU David, SANDEAU Nadège, LUTARD Emmanuel, LANNEPAX Corinne, DIAS Grégory, CAFFENNE Jean-Christophe, SOCCIO Isabelle, NEVEU Sébastien et CHEVALLIER Nelly

Représentés : RICHARD Alain (mandataire GIRAUDEAU Danielle) et DE ZUTTER Aurélia (mandataire LANNEPAX Corinne)

Nombre de membres : - en exercice : 15
 - présents : 13
 - votants : 15

Le Conseil Municipal a désigné Grégory DIAS, secrétaire de séance.

Objet : Plan Local d'Urbanisme

Madame le Maire informe le Conseil Municipal que les documents d'urbanisme sont régis par :

- la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000, relative à la solidarité et au renouvellement urbain,
- la loi n° 2003-590 du 2 juillet 2003 urbanisme et habitat,
- la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement. Cette loi exige notamment dans l'élaboration des plans locaux d'urbanisme de prendre en compte :
 - la réduction des gaz à effet de serre,
 - la préservation et la remise en état des continuités écologiques,
 - la maîtrise de l'énergie et de la production énergétique à partir des ressources renouvelables,
 - le développement des communications électroniques,
 - la lutte contre l'étalement urbain et la régression des surfaces agricoles et naturelles, le projet d'aménagement et développement durable (PADD) doit désormais fixer « des objectifs de modération de la consommation de l'espace et de l'étalement urbain ».

Madame le Maire rappelle que la commune de Fontaines d'Ozillac n'est pas dotée de document d'urbanisme, elle est donc soumise au Règlement National d'Urbanisme.

TELETRANSMIS AU CONTROLE DE LEGALITE
Sous le N° 017 – 211701636 -- 20140602 DE
Accusé de Réception Préfecture Reçu le : 03/07/2014

Madame le Maire propose au Conseil Municipal de se prononcer sur le lancement d'une procédure d'élaboration d'un plan local d'urbanisme sur le territoire de la commune.

Après avoir entendu l'exposé du Maire,

Vu, la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000, relative à la solidarité et au renouvellement urbain,

Vu, la loi n° 2003-152 du 2 juillet 2003 urbanisme et habitat,

Vu, la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement,

Vu, les articles L. 123-1 et suivants du Code de l'urbanisme,

Vu, l'article L. 300-2 du Code de l'urbanisme relatif à l'obligation de concertation,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal ;

- décide de prescrire l'élaboration du plan local d'urbanisme sur l'ensemble du territoire communal,
- précise que l'élaboration a pour objectif, d'organiser et planifier l'urbanisation de la commune de Fontaines d'Ozillac, en préservant un équilibre entre la restructuration des espaces urbanisés et l'utilisation des espaces naturels et des espaces agricoles,
- demande au Maire de solliciter auprès de M. le Préfet l'association des services de l'État pour l'élaboration du plan local d'urbanisme,
- décide de consulter, conformément à l'article L 123-8 du Code de l'urbanisme, les personnes publiques autres que l'Etat qui en auront fait la demande, à l'élaboration du PLU,
- donne tout pouvoir au Maire pour choisir l'organisme chargé de l'élaboration du plan local d'urbanisme,
- autorise le Maire à signer tout contrat, avenant, convention ou marché nécessaire à l'accomplissement de l'élaboration du plan local d'urbanisme,
- décide que la concertation prévue par l'article L. 300-2 du Code de l'urbanisme avec les administrés, les associations locales et les autres personnes concernées dont les représentants de la profession agricole se réalisera par :
 - o affichage en mairie de panneaux réalisés par le bureau d'étude, faisant apparaître les orientations et les plans schématiques relatifs au contenu du PLU et notamment au projet d'aménagement et de développement durable,
 - o la mise à disposition du public en mairie d'un registre / cahier où des observations pourront être renseignées,
 - o la tenue d'une ou plusieurs réunions publiques d'informations,
 - o et tout autre modalité complémentaire de concertation : bulletin municipal...
- dit que le bilan de la concertation sera établi par délibération du Conseil Municipal, au plus tard, au moment de l'arrêt du projet de l'élaboration du plan local d'urbanisme,
- autorise le Maire, conformément à l'article L. 121-7-al. 1^{er} du Code de l'urbanisme, à solliciter de l'État l'attribution d'une dotation financière destinée à compenser les dépenses entraînées par les frais matériels (et d'études) nécessaires à l'élaboration du plan local d'urbanisme,
- dit que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes, sont (seront) inscrits au budget de l'exercice considéré (chapitre..... article.....), en section investissement.

TELETRANSMIS AU CONTROLE DE LEGALITE
Sous le N° 017 – 211701636 -- 20140602 DE
Accusé de Réception Préfecture Reçu le : 03/07/2014

Conformément à l'article L 123-6 du Code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- au Préfet,
- au Président du Conseil Régional,
- au Président du Conseil Général,
- au Président de la Chambre de Commerce et de l'Industrie,
- au Président de la Chambre des Métiers,
- au Président de la Chambre d'Agriculture,
- *aux autorités compétentes en matière de transports urbains,*
- *au Président du Syndicat mixte chargé de l'élaboration du schéma de cohérence territoriale,*

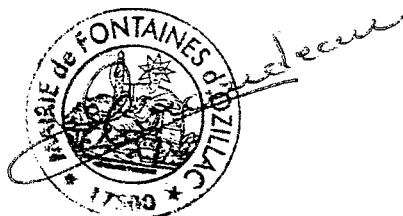
Elle sera transmise pour information :

- au directeur du centre régional de la Propriété forestière.

Conformément à l'article R 123-25 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie, durant un mois, et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Fait et délibéré les jour, mois et an désignés ci-dessus.
Pour copie conforme au registre où sont les signatures.

Le Maire,
Danielle GIRAUDEAU



TELETRANSMIS
AU CONTROLE DE LEGALITE
Sous le N° 017 – 211701636 – 20140602 DE
Accusé de Réception Préfecture
Reçu le : 03/07/2014